

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LV, No. 15 New York : tél : (718) 812-2820 ; • Montreal (514) 321-6434 ; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1) 43-63-28-10 4 - 11 juin 2025

RÉFÉRENDUM ET ÉLECTIONS EN HAÏTI EN 2026 Le CTP et la communauté internationale sur différentes longueurs d'onde...

Des millions à faire : Référendum et élections quand même...

Par Léo Joseph

Si l'équipe Martelly-Lamothe a piloté la plus grande conspiration financière contre le Fonds PetroCaribe ayant ac couché du vol le plus spectaculaire de l'histoire du pays, soit USD 4,4 milliards \$ contre l'État, sous l'empire de la troisième version de l'administration intérimaire, s'apprête à profiter du référendum et des élections, sur lesquels insiste la communauté internationale, pour ramasser ce que ses membres restent pour s'enrichir C'est la raison qui pousse l'équipe au pouvoir à s'accrocher à la logique d'un référendum et des élections, comme elle les a programmés, pour l'année 2026. Donc sécurité ou non, cap, d'abord, sur le

référendum, puis sur le scrutin général.

En effet, bien que le Premier ministre Alix Didier Filis-



Albert R. Ramdin, le nouveau, secrétaire de l'OEA, oppose aux élections en préparation par Alix Didier Filis-Aimé, Premier ministre d'Haïti.

Aimé ait précédemment déclaré les élections « impossibles », pour raisons d'« insécurité », il

s'est lancé présentement à fonds dans les préparatifs de ses activités, ignorant, semble-t-il, les avis lancés par le nouveau patron de l'Organisation des États américains (OEA), Albert R. Ramdin.

Ambassadeur du Suriname, auprès de l'organisation hémisphérique, depuis de nombreuses années, M. Ramdin a été élu secrétaire général de l'OEA le 10 mars 2025. Il a pris ses fonctions le 26 mai. Mais le nouveau secrétaire général de l'OEA est allé très vite en besogne pour s'attaquer au cas d'Haïti. Prenant ce dossier pour la crise super grave qu'il est, il apporte une recette politique et diplomatique tout à fait différente de celle de son prédécesseur.

Dans la foulée de sa prise

de fonction, il a déclaré que le gouvernement haïtien est actuellement doté d'un gouler-



Fritz Alphonse Jean, président du CPT, main dans la main avec Alix Didier Filis-Aimé en route vers le référendum et les élections.

nement illégitime, sous le poids de la domination de

gangs armés. Il a dit sans ambages que Haïti ne peut pas organiser ni référendum ni élections dans de telles conditions. Il a soutenu que des élections crédibles ne peuvent pas se tenir « dans le chaos ». Sa chant qu'il va intervenir prochainement sur cette crise, il n'a pas encore indiqué comment il entend procéder, dans le cas d'un gouvernement dont il a à redire. En tout cas, entrée immédiatement, dans sa nouvelle carrière, il a cru opportun d'envoyer un signal clair à ces dirigeants « illégaux et illégitimes » d'Haïti.

Le CPT et l'OEA sur des longueurs

Suite en page 8

FIGÉE INEXORABLEMENT DANS SON INCRÉDIBILITÉ

La PNH est condamnée à fuir face aux gangs armés Les citoyens ne peuvent toujours pas lui faire confiance...

Par Léo Joseph

Ces événements incroyablement sanglants se répètent et se succèdent trop souvent. Il semble que ni les autorités policières, encore moins celles qui prennent les décisions politiques ne s'en



Ancien DG de la PNH Léon Charles a perdu le moins de commissariats.



DG Rameau Normil, le plus grand nombre de commissariats perdus sous sa gouverne.

fichent même pas. Après chaque proclamation de la hiérarchie de l'institution faisant état de graves pertes infligées aux criminels, notamment dans leurs fiefs, ces derniers reviennent, avec plus de rage encore, semant la mort et le deuil, sans que les dirigeants ne soient en mesure de prévenir, ou de prévoir, de telles attaques, qui sont la cause de tant de sacrifices humains. Le dernier en date, de ces sacrifices humains, vient de se dérouler, dans les hauteurs de Pétion-Ville.

En effet, au moment où des organes de presse en ligne, probablement au service de la PNH, déclarent Vitelhomme Innocent, le chef du gang « Gran Baryè », en fuite, après avoir été victime,

Suite en page 2

HAPPENNINGS!

FROM THE DESK OF RAY JOSEPH

Gang expansion in Haiti, a lucrative business for the American private sector

An Analysis: The latest on the gang issue is the involvement of the private American company Blackwater in the fight against the gangs that have been expanding their hold on Haitian territory over the past four years. That has compelled us to consider the reasons why nothing substantial has been done for four years, to deal with the armed gangs that have caused death and desolation on a grand scale, in all sectors of society. So much so, that the "collapse of Haiti" is being mentioned by authoritative voices.

Imagine that nothing substantial had been undertaken to deal with the gangs since they established their first official post on June 1st, 2021, in Martissant, the southern suburb of Port-au-

Prince which, on National Route No. 2, is the gateway to four southern and southeastern departments, as Haiti's 10 mini states are called. No concerted effort had been undertaken since then to oust them, not by the late President Jovenel Moïse, who was assassinated on July 7, 2021; not by his successors, including Prime Minister Dr. Ariel Henry, who was imposed on the country, soon after the president's assassination by the CORE Group of Western ambassadors in Port-au-Prince, and was deposed, on advice of the U.S., on April 24, 2024, while on a stop in Puerto Rico from a trip to Kenya. For, the gangs had taken control of the international

Continued to page 7

FIGÉE INEXORABLEMENT DANS SON INCRÉDIBILITÉ

La PNH est condamnée à fuir face aux gangs armés

Les citoyens ne peuvent toujours pas lui faire confiance...

Suite de la page 1

Par Léo Joseph

Ces événements incroyablement sanglants se répètent et se succèdent trop souvent. Il semble que ni les autorités policières, encore moins celles qui prennent les décisions politiques ne s'en fichent même pas. Après chaque proclamation de la hiérarchie de l'institution faisant état de graves pertes infligées aux criminels, notamment dans leurs fiefs, ces derniers reviennent, avec plus de rage encore, semant la mort et le deuil, sans que les dirigeants ne soient en mesure de prévenir, ou de prévoir, de telles attaques, qui sont la cause de tant de sacrifices humains. Le dernier en date, de ces sacrifices humains, vient de se dérouler, dans les hauteurs de Pétion-Ville.

En effet, au moment où des organes de presse en ligne, probablement au service de la PNH, déclarent Vitelhomme Innocent, le chef du gang « *Gran Baryè* », en fuite, après avoir été victime, lors d'une intervention « *musclée* », des forces de l'ordre, ayant recours à des drones kamikazes dotés d'explosives, des hommes armés faisant partie de son « *armée* » ont dirigé une attaque meurtrière, sur les quartiers appelés Kébrot et Gros Jean.

Très tôt, dans la matinée du lundi 2 juin, ces bandits, qui ont incendié plusieurs maisons, ont tué une douzaine de personne,

ont été également mises au feu, à l'occasion de cette attaque, y compris celle du journaliste Lucien Jura, qui était aussi haut fonctionnaire sous l'administration de feu président Jovenel Moïse.

Les malfrats ont été mis en déroute, à la faveur de l'intervention des forces de l'ordre. Mais pas avant d'avoir fait cet immense malheur de trop à cette communauté. Il faut alors se demander, si les criminels ont été chassés si facilement, pourquoi des mesures n'avaient été prises pour



Ex-directeur général de la PNH Frantz Elbé, a aussi son lot de commissariats perdus sous son régime.

les empêcher de revenir causer la mort et le deuil, en sus d'infliger ces lourdes pertes, à Kébrot et à Gros Jean ? Cette situation récurrente, en permanence, invite d'autre interrogation. Faut-il croire donc que les autorités du pays, politiques et policières, à l'instar des criminels, n'ont aucun respect

tinées à assurer leur protection, celle de leurs familles ou encore de leurs maîtresses et petits amis. Aussi bien les membres de l'oligarchie économique et politique liés aux gangs armés.

Il faut signaler aussi que, à l'ère où l'impunité bat son plein, en Haïti, et que, en même temps, les criminels armés ont allégé l'État haïtien du monopole de la violence, ils font la pluie et le beau temps, où ils veulent et quand ils veulent. Voilà pourquoi ils font des attaques récurrentes dans les quartiers d'où ils ont été chassés, et y reviennent, autant qu'ils le souhaitent, là où la PNH prétend les avoir mis en fuite.

Cette dernière attaque, dirigée sur Kébrot et Gros Jean, où les bandits n'ont pas épargné même un bébé d'une année, n'est pas le premier acte cruel de cette nature commis par des membres de la coalition « *Viv Ansanm* ». Un incident presque pareil s'était produit à Kenscoff, dans les hauteurs de Pétion-Ville, théâtre d'assauts répétés de ces mêmes criminels, il y a quelques semaines. Lors d'un de ceux-ci, un nourrisson a été arraché des bras de sa mère par les malfrats, avant d'être jeté vivant aux flammes.

Bien que la commune de Kenscoff soit située, non loin de Pétion-Ville, qui se trouve dans l'orbite de Port-au-Prince, non loin des quartiers généraux de la PNH et de celui des Forces armées d'Haïti (FAdH), cela n'a pas empêché les gangs de « *Viv Ansanm* » d'y lancer pas moins de six attaques, au fil de ces dernières semaines. On peut dire que cette commune a subi le plus grand nombre d'assauts des bandits causant des dégâts immenses. Des dizaines de morts sont enregistrés et des nombreuses maisons incendiées, chaque fois que les criminels reviennent pour compléter l'œuvre qu'ils estiment inachevée. Et rien ne dit que les incursions violentes des bandits, dans les quartiers abandonnés à eux-même, ont pris fin.

La PNH victime aussi des attaques récurrentes

Cette nonchalance constatée, dans l'attitude des forces de l'ordre, laissant le champ libre aux bandits pour mener leurs assauts, sur différentes communautés, n'est pas différente de la manière dont les garnisons de police se comportent, en ce qui concerne leur propre protection. Les quel que installations policières, dont les effectifs ont été forcés d'abandonner leurs casernes définitivement avaient, auparavant, été

l'objet de plusieurs visites des gangs armés.

En effet, les attaques dirigées sur les commissariats, même si les assaillants sont chassés, dans un premier temps, dans un second, un troisième ou un quatrième temps, ils finissent par en chasser, à leur tour, les occupants qui, cette fois, abandonnent les lieux, sans y retourner. Voilà la stratégie des criminels, qui a fini par rogner l'autorité répressive des forces de

personne n'a su donner les réponses que toute institution policière qui se respecte auraient dû apporter. Il faut donc conclure que, dans le cadre de la défense policière du pays, les personnes qu'il fallait n'étaient pas à leur place.

Dans ce cas, il faut revenir sur la communauté internationale agissant par le biais des groupes de diplomates prenant leur signal du Département d'État américain. ON doit donc se bien rappeler que



Le commissariat de Mirebalais, dans le Centre, avant l'attaque de Viv Ansanm.

l'ordre dont s'est doté l'État haïtien. Cette nonchalance constatée des forces de l'ordre, devant les bandits, est la norme établie et acceptée, d'un côté comme de l'autre.

Quand on sait que les commissariats, sous-commissariats et antennes, de Cité Soleil, de Car

le peuple haïtien a tenté, par tous les moyens, par la voix ou la plume de ses légitimes filles et fils, de protester contre l'imposition du docteur Ariel Henry et son équipe à la tête du pays, comme Exécutif monocéphale intérimaire, mettant carrément arbitrairement en veilleuse, la Charte fon-



Le sous-commissariat de Thomazeau incendié par les bandits.

dont quatre enfants, qui se trouvaient seuls à la maison, leur mère ayant été absente de la maison pour s'engager dans ses activités économiques.

Plus précisément, les informations disponibles font croire qu'au moins six membres d'une même famille figurent parmi les victimes, dont un bébé âgé seulement d'un an, ainsi que quatre enfants, plus une femme adulte, avant que les criminels ne mettent le feu à leur maison. D'autres habitations

pour la vie des citoyens ?

Ces points de vue, ici exprimés, ne sont ni farfelus ou exagérés, car ils correspondent exactement à ce qui, à force de se répéter, devient la réalité quasi quotidienne des citoyens haïtiens de toutes les couches sociales, et de n'importe coin du pays où ils de meurent. Dans l'Haïti des régimes intérimaires, seules les hautes autorités, autrement dit les décideurs, jouissent de mesures des-



Le commissariat de Martissant, dans l'ouest, abandonné, suite à l'attaque de Viv Ansanm.

refour, de Martissant, de Ti-Bwa, de Pernier, et de beaucoup d'autres, stratégiquement situés, ont été, tour à tour, soustraits au contrôle de la PNH, on se demande comment expliquer l'attitude des autorités policières à ignorer la stratégie des criminels ? Dans ce cas, comment ne pas donner raison à ceux qui disent qu'Haïti n'a qu'une Police de pacotille, ou formée selon le modèle requis par les entités, qui avaient la responsabilité de sa formation ?

En tout cas, personne ne peut arguer que les forces de l'ordre haïtiennes ont été dépouillées de leurs moyens, du jour au lendemain. Cela s'est produit systématiquement, sur une période. Mais

damentale du pays. L.J.



MES SOUVENIRS DU DR EDDY LÉVÊQUE (TROISIÈME DE TROIS PARTIES)

Par Eddy Cavé

(Dans les deux premières parties du texte, j'ai reconstitué très brièvement le parcours de cet ami d'enfance, tout en soulignant le vide immense qu'il a laissé parmi les proches. Cette troisième complète ces souvenirs).

En dehors du cercle familial, l'une des personnes à avoir le mieux connu mon Tokay était Rodrigue Dossous. Nés tous les deux à l'Anse d'Hainault le même jour et dans des maisons situées l'une en face de l'autre, ils ont passé ensemble leur tendre enfance et ont été séparés, une première fois, lorsqu'Eddy est entré à l'école primaire à Jérémie. Ils se retrouveront néanmoins chaque année pendant les vacances d'été jusqu'à leur entrée au secondaire. Leurs rencontres s'espaçaient quand Rodrigue étudiait chez les Frères du Sacré-Cœur, à Port-au-Prince, pour entrer dans les ordres, tandis qu'Eddy poursuivait son secondaire à Jérémie, puis à Port-au-Prince.

Après un début de carrière comme professeur dans sa congrégation, Rodrigue entre à la Faculté de médecine de Port-au-Prince l'année où Eddy commence son internat. Leur amitié repart alors de plus belle, se nourrissant d'une passion commune pour l'étude et la pratique de la profession choisie. Mais les temps sont durs et l'émigration s'impose presque pour un nombre croissant

de professionnels. Dans un intervalle de moins de dix ans, Eddy s'établit aux États-Unis pendant que Rodrigue termine sa médecine, crée une famille avec Adeline Dubreuil et opte dans un premier temps pour le Venezuela, puis pour la Floride. Toutes les conditions d'une parfaite symbiose sont alors réunies. Leur vision similaire du militantisme social et leurs réflexes de missionnaires aidant, ils s'engageront à fond dans l'action communautaire pour Haïti et deviendront graduellement, selon les propres mots des Lévêque, deux frères jumeaux. On trouvera sur ce même parcours (photo ci-dessous) des camarades de promotion comme le médecin Jean-Claude Samedy, décédé le mois dernier en Argentine, et le prêtre Eddy Julien, fauché en 2016 à Jérémie au terme d'un long calvaire, ainsi que le dentiste Pierre Michel (Pépè) Smith. Beaucoup plus jeunes que nous autres, Pépè et l'écrivain Max Dorismond s'initiaient aux vertus du scoutisme sous la direction des chefs de troupe Jean-Claude Samedy et Eddy Lévêque.

À mes questions sur les motivations, les secrets et la philosophie d'Eddy Lévêque en matière de coopération au développement économique de son pays, de protection de l'environnement et de soins médicaux, Rodrigue m'a répondu sans la moindre hésitation : « Eddy a été toute sa vie un vrai scout et il n'a jamais dévié de l'idéal du scoutisme. D'abord, la

devise « *Toujours prêt* » était devenue pour lui un vrai réflexe : être prêt à aider les autres, à faire face aux situations les plus périlleuses et à toujours agir avec courage, détermination, vigilance et disponibilité. Ensuite, le scout est l'ami de tous et un frère pour les autres scouts. Il est bon citoyen, place l'honneur et l'éthique au haut de ses principes de vie, en plus de travailler à son développement physique, émotionnel, social et spirituel.

Enfin, dans sa soif insatiable de connaissances, il ne s'est jamais enfermé exclusivement dans la médecine. Il lisait continuellement, en particulier des livres d'histoire. Un de ses titres préférés était *Written in Blood*, de l'ancien colonel américain Robert Heinl. Il aimait beaucoup les livres également de son ami Eddy Cavé [rires] et les recommandait continuellement à ses autres amis... »

Dans mes souvenirs personnels, mon Tokay apparaît aussi comme un grand lecteur de romans de cap et d'épée et nous en avons dévoré des dizaines et des dizaines quand nous étions au secondaire. Nous lisions de tout : Michel Zévaco, Alexandre Dumas, Jean Brierre, Victor Hugo, Alphonse Daudet, les grands romans russes, les romantiques du 19^e siècle...

Rodrigue a évoqué récemment avec moi le souvenir d'une conversation qu'il a eue avec Eddy en 1952, après leur réussite

aux examens du certificat d'études primaires. Il m'a raconté qu'en se parlant de balcon à balcon, comme ils le faisaient souvent, Eddy lui a dit ce matin-là : « *M aprann ou pral fè frè, men pa bliye qu'il est écrit qu'il y a plus de joie dans le ciel pour un seul pécheur qui se repent que pour 99 justes qui n'ont pas besoin de repentance*. Intrigué par la profondeur de l'idée et le réalisme du propos, je ne pus m'empêcher de murmurer en mon for intérieur : « *Sa a, se pa koze ti moun !* »

En quelques minutes de recherches, je me rendis compte que la phrase venait telle quelle du Chapitre 5, Verset 17 de l'Évangile de Saint-Luc et qu'Eddy en avait déjà fait sa boussole. J'avais également 12 ans cet été-là et j'étais alors certainement incapable de formuler un jugement d'une telle profondeur. Mais au-delà de la question de la source du propos, il y a celle de son application pratique : que pouvait signifier une telle remarque dans l'esprit d'un gamin de cet âge ? Cela signifiait-il qu'il avait déjà réfléchi lui aussi sur le sujet et fait un choix différent ?

Si l'on s'en tient exclusivement à la lettre du propos, je conviens que cela pouvait bien vouloir dire : « *Si c'est ce que tu veux, vas-y. Quant à moi, je choisis la voie des pécheurs et j'aurai amplement le temps de me repentir...* » Mais ce serait très mal connaître Eddy Lévêque que de lui prêter de pareilles idées. En op-

tant pour la laïcité, il ne rejetait nullement les préceptes de la morale et du catholicisme pour décider de se livrer corps et âme dans le péché. Dans son esprit, il allait avancer dans la voie des justes et il mettrait un jour au service de l'humanité les bienfaits de la profession qu'il aura choisie. Son engagement dans l'action humanitaire et les réalisations de son organisation *From Here to Haiti* découlent en ligne directe de ce choix, comme le montre le projet réalisé à Chambellan, en 2019 et cité comme exemple dans les rapports annuels de celle-ci.

Il y a maintenant 75 ans environ, la direction de l'École Frère Paulin de Jérémie réunissait, dans la cour de l'établissement, à l'occasion d'une fête religieuse, l'ensemble des Croisés de l'établissement pour une photo souvenir. Sur la photo prise à cette occasion, qui a maintenant valeur historique, on voit une bonne partie des jeunes qui représentaient à l'époque l'avenir de la ville. Qui aurait pu imaginer, lors de cette séance de photos, que le petit bonhomme assis à l'extrémité gauche de la première rangée, Tokay Lévêque, était appelé à devenir le colosse qui a réalisé, pour la survie et le rayonnement de son pays, toutes les belles choses relatées dans le présent hommage ?

Que son âme repose en paix !
eddynold@gmail.com
Ottawa, le 8 mai 2025



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.



DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

COIN DES AGRICULTEURS

CRISE MULTIDIMENSIONNELLE EN HAÏTI

Une révolution agricole comme vecteur pour pallier la situation

Par Saint Alex Noël *

« *L'agriculture est la mère de tous les arts : lorsqu'elle est bien conduite, tous les autres arts prospèrent; mais lorsqu'elle est négligée, tous les autres arts déclinent, sur terre comme sur mer* ».

(Xénophon, L'Économie, V)

Cette réflexion n'est pas de la lecture facile, mais j'essaie d'équilibrer une évaluation honnête et sans fard de la crise actuelle, en Haïti, avec des suggestions précises pour remédier graduellement à la situation.

Alors que les soulèvements populaires, qui traversent actuellement la Bolivie, le Chili et l'Équateur, ont une portée nationale, le soulèvement, en Haïti, est en train de devenir une crise humanitaire internationale majeure, alors que le pays manque de nourriture et que des centaines de milliers, voire des millions, souffrent de la faim, et je ne sais pas quand ils mangeront encore. Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a averti qu' environ deux tiers des douze millions d'habitants d'Haïti ont besoin d'une aide alimentaire immédiate, dont 5 millions au jourd'hui « *au bord de la famine* ». Les petits agriculteurs, comme celui-ci, ont, autrefois, nourri Haïti, mais le pays importe désormais jusqu'à 70 % de sa nourriture.

Comment cette crise alimentaire s'est-elle produite, et que peut-on faire pour aider le pays à se relever ?

La réponse se trouve dans les deux faces d'une réalité appelée agriculture. Et plus spécifiquement, l'agriculture telle qu'elle est pratiquée dans les quelque 500 000 petites exploitations de

deux hectares ou moins constituant l'épine dorsale de l'économie rurale du pays, même si celle-ci est sous-performant.

Haïti importe maintenant jusqu'à 70 % de sa nourriture, y compris 85 % du riz, qui est l'aliment de base le plus important du pays. Mais, à la fin des années 1980, les agriculteurs haïtiens produisaient presque toute la nourriture du pays. À cette époque, l'agriculture représentait environ 35 % du PIB, 24 % de toutes les exportations et 66 % de la population active. Tout en reconnaissant que le pays avait alors désespérément besoin d'une réforme des institutions et des droits de l'homme, Haïti était néanmoins une économie agricole autosuffisante.

Qu'est ce qui a concrètement changé ?

Les États-Unis ont tordu le bras du gouvernement haïtien, au cours des années 80, pour l'obliger à abolir les tarifs douaniers, qui protégeaient les agriculteurs d'Haïti. Du jour au lendemain, les paysans, qui nourrissaient le pays en riz, depuis des siècles, ne trouvaient plus preneurs pour leur production, car le riz américain, produit par des agriculteurs subventionnés de l'Arkansas, était, désor mais, déversé sur Haïti, à un prix inférieur aux coûts de production de la denrée riz d'Haïti. Plus besoin de bombes ni de soldat pour détruire l'économie d'un pays : le « *dumping* » est tout aussi efficace et offre en plus à l'agresseur la possibilité de se donner le beau rôle : Il peut poser en « *sauveur* », car il envoie de la nourriture à ces « *pauvres Haïtiens* ». Lesquels, ne pouvant plus vivre de leur exploitation agricole s'exilent à Port-au-Prince et

deviennent un « *cheap labour* », bien utile aux industriels internationaux (États-Uniens en tête) qui opèrent des « *sweat shop* » dans les zones franches de la capitale. La boucle est bouclée.

Il ne reste plus qu'à supprimer progressivement toutes les formes de soutien aux petits exploitants agricoles d'Haïti. Suppression de la formation agricole, des services financiers, des tarifs de protection, de la recherche sur les cultures, de l'élevage, de l'irrigation soutenue par le gouvernement (certains existent encore, mais beaucoup sont en mauvais état et n'ont pas été étendus depuis des décennies), et des sources fiables et abordables de semences et fournitures.

Lorsqu'un petit pays, comme Haïti, dépend des importations, il devient vulnérable. Il en découle l'inflation, la pénurie de carburant ou les perturbations des ports. Nous avons maintenant une combinaison de ces trois facteurs en même temps, ainsi que des rendements inférieurs à la moyenne liés au réchauffement climatique dans des exploitations déjà sous-productives, ce qui entraîne des pénuries alimentaires. Ajoutez à cela le triomphe des gangs armés, qui occupent actuellement plus de 80 % du territoire de la capitale d'Haïti et une partie du département de l'Artibonite.

Revenons donc à la question de savoir ce qui peut être fait pour aider : je suggérerais trois catégories d'aide.

La première consiste à envoyer une aide alimentaire en provenance de l'extérieur du pays, ce qui impliquera également le Programme alimentaire mondial (PAM) libérant, à cette fin, les réserves qu'il a actuellement en

Haïti (ce qu'il a déjà commencé à faire). Mais il n'y a pas assez de nourriture dans ces réserves pour faire face à l'ampleur de la crise. Le défi à relever consistera à déplacer cette aide alimentaire dans le pays avec des gangs armés contrôlant les principales autoroutes. Cela est du ressort des gouvernements et des institutions internationales.

La deuxième chose que je suggérerais, et qui peut sembler déphasée, par rapport à la gravité de la crise, consiste à apporter une aide en modifiant le récit concernant Haïti. À tous les journalistes, je fais cette demande : arrêtez de parler d'Haïti comme « *la nation la plus pauvre de l'hémisphère occidentale* ». C'est un pays culturellement riche avec une histoire unifiée et ils suivent leur propre chemin, parfois difficile, en tant que démocratie émergente. Les Haïtiens méritent du respect et un soutien à la mesure du courage et de la grandeur d'âme dont ils font preuve, face aux gigantesques défis qu'ils relèvent avec courage.

La troisième action que je voudrais suggérer est un effort à long terme, concerté et coordonné d'une coalition d'Organisations non gouvernementales (ONG), d'entreprises et du gouvernement d'Haïti visant à relancer l'agriculture paysanne, dans tout le pays, et à la rendre à nouveau productive. Bien qu'une solution purement haïtienne, dirigée par le gouvernement, soit le meilleur des scénarios, cela ne s'est pas produit, au cours des trente dernières années et il est peu probable qu'il se manifeste spontanément dans un proche avenir.

Le gouvernement, dans son état actuel, n'a tout simplement

pas la capacité de le faire seul. Il aura bientôt encore moins de capacité, à cause du report du référendum et des élections générales. Sans attendre que le gouvernement organise des élections crédibles, dans le pays, afin d'établir l'ordre démocratique et constitutionnel (ce qui pourrait prendre un peu de temps), des techniciens hautement compétents du ministère de l'Agriculture pourraient travailler à l'élaboration d'une nouvelle stratégie agricole centrée sur les petits exploitants, de concert avec des ONG haïtiennes et internationales, qui travaillent dans le secteur agricole, ainsi que plusieurs entreprises agricoles.

Si l'occasion se présentait, une telle coalition pourrait élaborer une stratégie à mettre en œuvre, communauté par communauté, à court terme. Le leadership à long terme de l'opération reviendrait au ministère de l'Agriculture, dès qu'il serait en mesure d'assumer ce rôle, et un élément clé de la stratégie, dès le départ, devrait être le renforcement des capacités du ministère lui-même.

Restaurer la prospérité agricole d'Haïti n'est pas sorcier, mais les affaires ne se déroulent pas comme d'habitude. Il ne faudra rien de moins qu'une révolution agricole à grande échelle pour redresser la situation. Certes, suffisamment de citoyens ont maintenant payé le prix de l'insécurité alimentaire. Il appartient au reste d'entre nous d'agir maintenant et sans délai.

* **Me. Saint-Alex Noël, av.,**
Coordonnateurs général adjoint
OREAYITI
www.oreayiti.org

Caregivers & Mental Health-Part II/

ByYour World With Dr.
Beatrice Hyppolite *

The emotional and physical toll of caregiving remains largely invisible in our society yet affects millions of Americans who find themselves responsible for aging parents, chronically ill spouses, or disabled children. This powerful conversation exposes the hidden realities of modern caregiving and offers practical guidance for both caregivers and the professionals who support them.

Dementia caregiving presents particularly profound challenges, as caregivers simultaneously manage daily care while grieving the gradual loss of the person they love. The scope of caregiving has expanded dramatically beyond companionship and basic assistance – family members now routinely perform complex medical procedures like administering injections, managing feeding tubes, and even giving intravenous medications. This medical responsibility creates significant stress

and anxiety, especially during nighttime emergencies or complications.

Healthcare providers can play a crucial role in supporting caregivers through validated assessment tools that measure caregiver burden. These assessments can identify dangerous levels of stress requiring immediate intervention, whether through respite care, mental health services, or additional assistance. Faith communities, local organizations, and better family communication all serve as vital resources

for overwhelmed caregivers – yet many struggle to ask for help, viewing it as personal weakness rather than necessary self-care.

The conversation highlights the profound relationships that develop between patients and both family and professional caregivers. These bonds often transcend traditional boundaries, creating family-like connections that benefit patients tremendously while also requiring emotional support for caregivers, particularly after patient loss. Simple

strategies like journaling, short breaks, and honest communication can make a significant difference in caregiver wellbeing.

Whether you're currently caring for someone, supporting a caregiver in your life, or working in healthcare, this episode provides essential insights into caregiving's challenges and rewards. Share your caregiving story with us or let us know which strategies have helped you maintain balance while caring for others.

* **Beatrice Hyppolite, DrHsc**



GRENN PWONMENN

Youn lòt faz nan kesyon gang ann Ayiti yo

Èske se vre yo pral fini ak kesyon gang sa yo k ap fè e defè ann Ayiti, osnon èske se pa nan youn lòt faz n ap rantre, pandan ke Blan Merisken ap fè lajan epi swadizan otorite Ayiti yo ap pase nou nan tenten, pandan y ap fè plis kòb tou, epi y ap ranje pou yo kontinye ak dap piyan yo fè sou lafason yo swadizan ap gouvènmen peyi a ?

Asireman, nou tande, osnon nou li kijan youn Ameriken ki rele *Erik Prince* rantre nan kesyon gang ann Ayiti yo. Msye gen youn konpayi yo rele *Blackwater*, ki okipe kesyon sekirite, sitou nan lòt peyi, pou gwo lajan anba tab. Selon sa ki pibliye, msye se bon zanmi prezidan ameriken an, Donald Trump.

Vwala ke msye siyen youn kontra avèk gouvènman Ayisyen an pou l vin pote youn solisyon a kesyon gang yo ann Ayiti. Pawòl la pran lari nan laprès Ozetazini, men gouvènman Ayiti a, kivedi mesyedam Konsèy Prezidansyèl Tranzisyon an (KPT) a, pa di an yen sou sa., jan yo toujou fè l lè se kesyon lajan k ap debouse. Yo pa vle n konnen ki koutay yo fè sou kòb la.

Alò, m ap mande si se pa youn fason pou mesyedam KPT a kontinye kenbe pouvwa a pou youn bon bout tan ankò, sitou lè n te aprann ke yo te mande bòs yo nan CARICOM pou pwolonje manda yo pou 2 lòt lsnè., Byen ke yo demanti sa, di se pa vre, nou p kwè yo. Antouka, nou pa ka bliye ke lè yo te prete sèman, nan dat 24 avril lane pase, yo te dakò sou kisa ki te « *priorite* » yo, sètadi bagay ki pi enpòtan yo te gen pou yo fè, anvan yo bat dèyè yo, renmèt pouvwa a. Yo te sanse met sekirite nan peyi a, kivedi rezouk kesyon gang yo, dekwa pou yo te ka fè bonjan eleksyon, epi renmèt pouvwa a nan dat 7 fevriye 2026, bay youn prezidan ke pèp la ta chwazi.

Pandan plis pase youn lane depi y ap jwi tout klas privilèj, mesyedam KPT a pa fè anyen nan sa yo te dwe fè. Okontrè, en sekirite vin blayi pi rèd toujou, kòm nou tout konstate. Epi KPT a ka di si l pa arive fè eleksyon se pa fòt li. Paske eleksyon pa posib san sekirite. Yo menm di yo ka fè eleksyon nan zòn kote gang yo pa kontwole. Men 2 nan 10 Depatman yo ki gen plis pase 50 pou san (50%) nan sitwayen ki ka vote, se yo ke gang yo konkwole. N ap pale de Depatman Lwès (kapital Pòtoprens) ak Depatman Latibonit (kapital Gonayiv). Nou tou konprann ke yo p ap pale de bonjan eleksyon demokratik, ki respektè dwa tout sitwayen nan peyi a.

Epi Erik Prince,

bòs Blackwater, rantre nan kesyon an

Se nan sitiwayon sa a ke KPT a siyen kontra ak *Blackwater* pou vin ede l mete sekirite ann Ayiti. Mesye Erik Prince, ki se bon zanmi prezidan Ameriken an, Donald Trump, pral fè young gwo kòb nan kesyon an. Kwake gouvènman Trump lan di li okouran de kontra Mesye Prince ak gouvènman ayisyen an, li di li pa okouran de ki aranjman ki fèt nan kesyon lajan gouvènman ayisyen an pral debouse. Kanmenm, *Fox Television*, ke nou ka di ki toujou anfavè gouvènman an, bay kèk detay sou kontra a. Nan dat 29 me, vandredi pase, *Fox* te pibliye: “*Men kisa Prince pral fè, li pral bay gouvènman an ak Lapolis, ki*

pa gen ase zam, ni ki pa byen antrene, sou kijan pou yo boule ak gang yo ki touye youn bann mounn, blese youn bann lòt epi disparèt ak plizyè ladan yo”. Men se pa sa ase. *Fox* di: “*Sa kouvri plis pase kesyon sekirite a, sa kouvri tout sèvis gouvènman an fèt pou bay. Men, natirèlman se sekirite ki alabaz tou sa. Nou tande. Apa se sa nou repete byen souvan nan jounal la : « Toutotan kesyon gang nan pa regle, anyen pa ka regle ann Ayiti ! »*

Antretan, nan dat 28 me, jounal *New York Times* anonse ke selon sa l aprann, Mesye Prince gentan voye youn kagezon zam ann Ayiti, ‘*drones kamikaze* » pa mi yo. Sa se bonm ki vize zòn kote diferan gang gen katye jene-

ral yo. Epi Prince ap deplwaye anviwon 150 mèsenè, sètadi konbatan sivil, ann Ayiti. Okontrè, anpil nan yo se Ayisyen ki natirèlize Ameriken, ki se veteran nan lame Etazini.

Vwala ke se etranje k ap touche milyon dola, san dout, ki sanse vin kreye youn sitiwayon ann Ayiti, pou pèmèt tout sitwayen viv san kè sote. Epi KPT a, ki pa fè anyen depi l monte opouvwa, konprann li pral benefiye de tou sa k ap fèt la. Pou konbyen lane ankò ?

Nou di sa se twòp atò !. Li lè li tan, pou yo kwape bann jwisè sa yo nan KPT a, epi vini ak youn bon ekip, ki baze plis sou sa Kons titisyon peyi a di, dekwa pou n antreprann travay kilfo pou met Ayiti sou 2 pye militè l. An palan de militè, fòk nou tounen ak Lame Dayiti, FAdH, jan yo di pou *Forces armées d’Haïti (FAdH)*, ke n ap mande pou sa depi kèk tan.

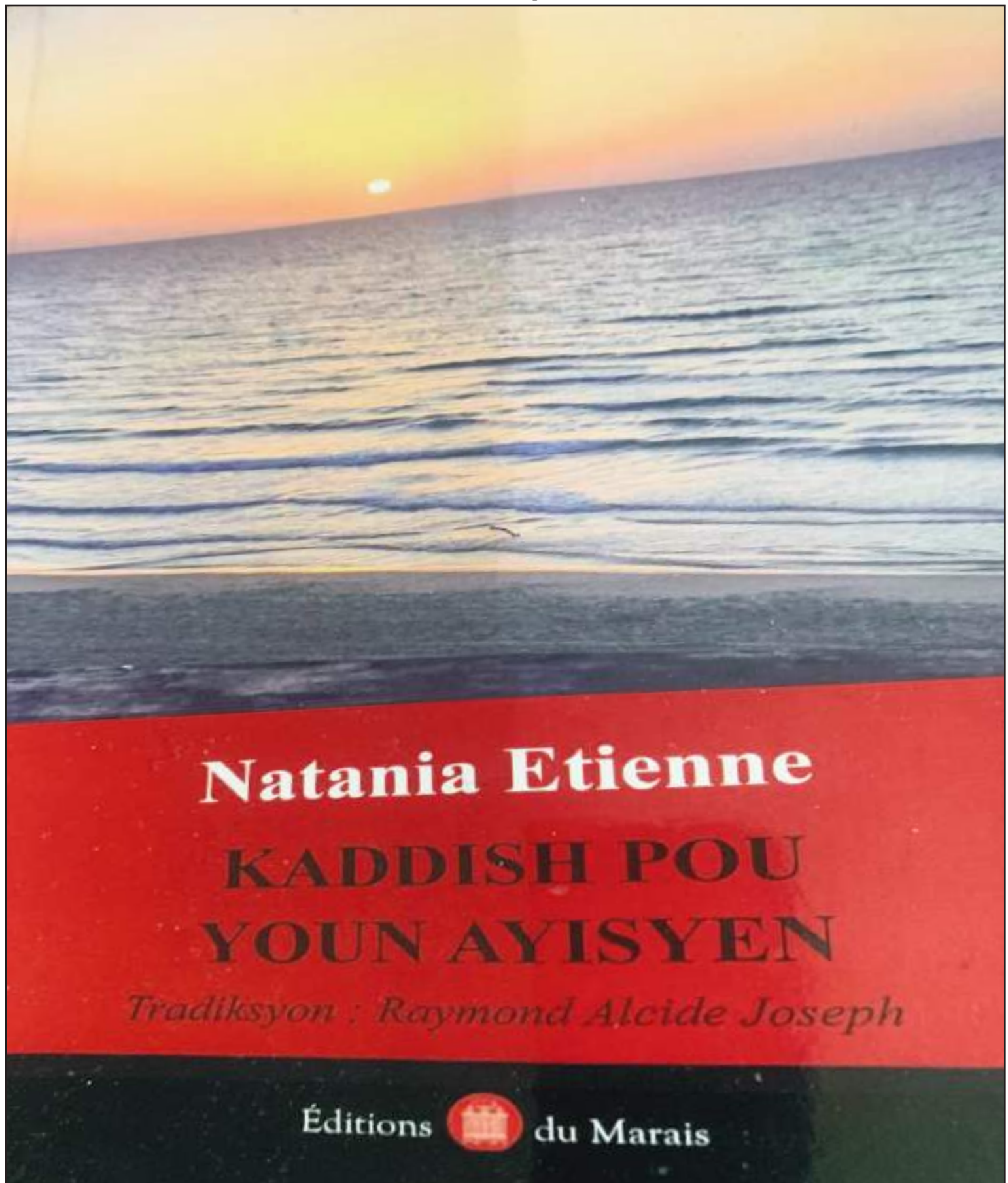
TiRenm/
Grenn Pwonmennen
raljo31@yahoo.com

KADDISH pou youn Ayisyen (Youn lapriyè jwif pou Gérard Étienne)

Sa se foto liv ke Natania Étienne ekri sou defen mari li, ki te youn ekriyen Ayisyen ki mouri nan lane 2008. Ki kite plizyè liv pou jenerasyon ki vin apre l yo.

Semèn pase a, nou te ekri youn atik sou sa, men nou te bliye bay foto liv la. Men ni, nou ka kòmande l nan *Éditions du Marais*, nan Kanada, osnon nan *Amaزون*, sou entènèt la. Avèk \$14,35, plis frè lapòs ak transpò, nou ka gen *KADDISH* nou. Mwen parye ak nou, mesyedam Kreyolis yo, nou p ap vle fèmen liv la jouk nou fin li tout 145 paj yo.

RAJ



HAPPENNINGS!

Continued from page 1

airport in Port-au-Prince and threatened to arrest the head of government or do worse, were he to return to Haiti. Now, the Transitional Presidential Council (TPC), the nine-headed group imposed on Haiti by Washington, in concert with CARICOM, the 15-member Caribbean organization, in power since April 25, 2024, has failed in its priorities of restoring security to allow it to organize elections and transfer power to an elected president on February 7, 2026.

A new stance regarding the gangs

Why, suddenly, the fight against the gangs in Haiti has taken center stage? First, on May 2, the Trump administration declared the Haitian gangs **"international terrorists"** with global connection. Fingers are pointed at two main gang coalitions: the **"Viv Ansanm"** (Live Together) which operates mainly in the West Department, the capital of which is Port-au-Prince. Early in April, Jimmy "Barbecue" Chérizier, a former police officer-turned gang boss, who set up the **"Viv Ansanm"** coalition, launched an attack on Haiti's Central region, taking control of the city of Mirebalais, close to the border with the Dominican Republic. Of course, the Dominican officials are very concerned about this development and have prepared for any appropriate response. The other major coalitions targeted by the Americans, the **"Gran Gwif"** (Hands of Steel), rules over the Artibonite department, which borders the West in the north. It is responsible for sev-

eral massacres and has taken control of various police precincts, after chasing out the police officers, some of whom have been killed.

Back to Blackwater. Several news organs have published the information concerning a contract signed by Erik Prince, who's in charge of that sort of private army, with the Haitian government to fight the gangs in Haiti. Interestingly, Mr. Prince is said to be a **"Trump Ally."** Pro-government Fox News reported on Thursday, May 29, that **"Prince's role will be to advise the Haitian government and its undermanned and underequipped police force on how to take on the street gangs amid record levels of violence in which thousands of people have been killed, injured and abducted."** Fox adds: **"That goes beyond just the security question and extends to restoring essential government services, but obviously everything is founded on restoring security,"** according to the source that provided it the information.

On May 28, the *New York Times* (NYT) headlined: **"A Desperate Haiti Turns to Erik Prince, Trump Ally, to Fight Against Gangs."** NYT presents the most extensive story, giving minute details about what's going on with private American entities getting involved in fighting gangs in Haiti. Prince is not the only American contractor with whom the Haitian government is working. Here from the NYT: **"Haiti's government has hired American contractors, including Mr. Prince, in recent months to work on a secret task for to employ drones meant to kill gang members, security experts said."** More

over, **"Security experts said Mr. Prince has also been scouting Haitian American military veterans to hire to send to Port-au-Prince and is expected to send up to 150 mercenaries to Haiti over the summer. He recently shipped a large cache of weapons to the country two experts said."** The name of a Haitian American has surfaced. According to the NYT, he's **"Rod Joseph, a Haitian American U.S. Army veteran who owns a Florida-based security officer training company. [He] said he had been in talks with Mr. Prince to help supply personnel for his contract since late last year."**

Of course, all this civilian deployment is not for free. And the NYT states: **"American officials said they were aware of Mr. Prince's work with Haiti's government. But the full terms of the Haitian government's arrangement with Mr. Prince, including how it is paying him, are unknown."**

Meanwhile, the Haitian government has been tight-lipped about its contract with Blackwater or with any other American security outfit. However, it's obvious that fighting **"international terrorists"** in Haiti has been quite lucrative for the American private sector. And the American government knows it.

Financially benefitting from facilitating gang activities and now from fighting them

It's not only now that the American private sector has benefitted from the gang operations in Haiti. Whereas the money being made now is from the government, it's no secret that U.S. manufacturers of arms and munitions have earned millions of dol-

lars for providing the gangs what they've needed to carry out their attacks on people and infrastructures, including those of government, hospitals, schools, even churches. There's no lack of official reports from the United Nations and from the general press regarding what's been happening in Haiti. Nothing was done to curb the gangs, no doubt because, in one way or the other, the gang business in Haiti is of benefit to U.S. business.

Consider how China corroborates what some may consider as bias on my part. During a U.N. Security debate on April 23, China's representative blamed the U.S. for the gang violence in Haiti. *The Haitian Times* reported about it. In an **"Overview,"** the weekly stated: **"China blamed the U.S. for Haiti's security collapse, saying American-sourced weapons have strengthened gangs."** He added that Washington's **"perfunctory" implementation of the arms embargo has allowed illegal weapons to flood the country."** Moreover, quoting the Chinese representative, the *Haitian Times* states: **"Haitian gangs are even better equipped than the Haitian police. The arms embargo has always been perfunctory in its implementation, allowing illegal weapons to flow into Haiti from Florida."**

And who has benefitted from this, if not the U.S. manufacturers of arms and ammunitions? So, I maintain whether in support of gangs or in opposing them, some Americans in the private sector have been privileged by their government to rake in the millions, while Haiti approaches total collapse.

Haiti's dilapidation did not start yesterday

One wonders why Haiti gets such treatment from the United States

and some of its allies. We contend that the descendants of the enslavers have never forgotten how our ancestors dismantled the economy which was based on the backs of Black slaves. Indeed, at the Battle of Vertières, on the outskirts of then Cap-Français, now Cap-Haïtien, on November 18, 1803, our ancestors defeated the most feared army of the times, that of Napoléon Bonaparte, to present, on January 1, 1804, the first free Black nation to the world, and become the beacon of freedom for enslaved people everywhere. And the persecution of Haiti started then, taking different forms, from embargoes to arbitrarily imposed debts for its independence which was not recognized by the United States, but 58 years after the fact.

If Haiti were to collapse and disappear as a free country now, it would be advantageous to the descendants of the former French enslavers, who wouldn't have to pay restitution of the debt of independence imposed on Haiti by King Charles X, in 1825 which, according to calculations, is now more than \$21 billion. Also, the United States would not have to return the \$500,000, now calculated to be \$13.5 billion, that U.S. Marines took from Haiti's National Bank in December 1914, to take to New York for safekeeping in a bank in Wall Street. That money is still being safely kept wherever.

Haiti does not have to be in the state it is today, if there did not exist an international conspiracy to that end. It is time for a big change, including among those in Haitian leadership who, through high-level corruption and impunity, have greatly contributed to Haiti's demise.

RAJ

raljo31@yahoo.com



RÉFÉRENDUM ET ÉLECTIONS EN HAÏTI EN 2026

Le CTP et la communauté internationale sur différentes longueurs d'onde...

Des millions à faire : Référendum et élections quand même...

Suite de la page 1

d'ondes différentes

À moins que les positions changent radicalement, d'un côté ou de l'autre, rien n'autorise à croire que l'harmonie, comme elle existait, entre les gouvernement haïtiens et le prédécesseur d'Albert Ramdin, sera au rendez-vous, dans les présentes relations. Ce qu'on constate, jusqu'à nouvel ordre, semble indiquer que ceux qui gouvernement Haïti sont aux antipodes par rapport au nouveau secrétaire général de l'OEA. Certes, dans son tout premier message, Albert R. Ramdin, a clairement indiqué que le programme électoral dans lequel s'embarque actuellement Port-au-Prince est mal venu, aux yeux de la communauté internationale. Dans la mesure où l'OEA continue de servir de « porte-parole » des grandes démocraties occidentales, quand le secrétaire général lance un avis à un membre de cette organisation, il est porteur d'une mise en garde envoyée par les États généralement appelés « tu teurs d'Haïti ». Au tremement dit par venant des pays dont les gouvernements d'Haïti trouvent leurs sources d'existence.

Est-il possible d'organiser des élections en Haïti sans l'OEA ?

Membre fondateur de l'OEA, Haïti est peut-être un des pays les plus dépendants de l'assistance économique de cette institution, surtout lors des élections. Si les Nations Unies contribuent au financement du scrutin en Haïti, l'organisme régional offre, tout au moins, un appui logistique. Lors des élections haïtiennes, les représentants de l'OEA sont très présents sur le terrain, jouant un rôle clé dans le déroulement du scrutin, cette dernière surveillant de près la légitimité du scrutin aux différentes étapes de son déroulement.

Si les États-Unis et d'autres nations membres des Nations Unies utilisent l'OEA et celle-ci pour prendre politiquement charge d'Haïti, bénéficiant de leur « aide », en vue du financement des élections, ces mêmes États, par le biais de ces deux organisations, infligent des « coups fourrés » à l'encontre des intérêts du peuple haïtien. N'était-ce pas par l'entremise de l'ONU et de l'OEA qu'ont été administrés les « mal don ne » électoraux, qui ont été infligés à Haïti ? Mais, il faut aussi le dire, pour les dirigeants haïtiens, les élections sont la période des «

grandes récoltes ». Aussi, les dirigeants croient-ils qu'il soit de bonne guerre *de majorer les factures. À cet égard, les femmes et hommes aux commandes de l'État ne sont pas en reste.

À moins que, ayant moins de concessions à vouloir arracher aux gouvernants haïtiens, le jeu ne vaut pas la chandelle de leur adresser des demandes discrètes. En attendant, à la lecture et à l'analyse des déclarations, d'un côté comme de l'autre, il semble que les violons ne soient pas encore bien accordés. Mais on se



Alix Didier Fils-Aimé, Premier ministre, cap sur le referendum et les élections...

demande si l'équipe CPT-Premier ministre, en prenant la décision de foncer avec le référendum et les élections a mis la charrue devant les bœufs. Puisque tout semble indiquer que les acteurs internationaux (Nations Unies, OEA, CORE Group et pays amis d'Haïti) ne se sont pas encore embarqués dans le train du référendum et des élections.

Référendum et élections, une autre stratégie de détournement de fonds

Selon plusieurs enquêtes menées sur la progression de l'organisation du référendum et des élections, il semble qu'une autre vaste opération de détournements de fonds publics soit en cours. En tout cas, il faut bien surveiller pour voir si les dernières déclarations d'Albert R. Ramdin relatives à l'illégitimité du CPT et le chaos occasionné par la crise en matière de sécurité imposée par les criminels armés vont déterminer le gouvernement multicéphale intérimaire à faire marche arrière, par rapport au mouvement référendaire et au scrutin, pour l'année 2026.

Bien que les deux instances de l'Exécutif haïtien, désormais logées sous le même toit, à Villa d'Accueil, chassées de leurs sièges respectifs, au Palais natio-

nal, au Champ de Mars, et à l'ambassade américaine, au Bicen tenaire, n'arrivent pas à remettre les gangs armés à leur place et créer les conditions nécessaires au retour de la normalité quotidienne de la vie des citoyens, le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé et les institutions dédiées aux opérations référendaires et électORAles mettent résolument le cap sur les objectifs arrêtés dans la feuille de route exigés par la communauté internationale.

Aucun doute, depuis Ariel Henry, en tant qu'Exécutif autonome, jusqu'au CPT-Alix Didier Fils-Aimé, en passant par CPT-Garry Conille, la feuille de route imposée à ces trois administrations intérimaires comprenait toujours ces exigences. Mais les dernières instances gouvernementales, à l'instar de leurs prédécesseurs n'ayant pas rempli les conditions posées d'avance pour que soient rétablies toutes les conditions pour le retour à l'ordre constitutionnel, la communauté internationale reste sur la barricade, par rapport à leurs propres exigences.

Les opérations référendaires et électORAles coûtent USD 75 millions \$: USD 75 millions disponibles

Il semble que, contrairement aux anciens scrutins, dont les plus récents remontent à ceux organisés par René Préval, et qui ont porté Joseph Michel Martelly au pouvoir, les autorités haïtiennes manquaient de moyens pour les financer. Aussi dépendaient-elles de la communauté internationale pour payer la facture électorale. Mais, cette fois, au moment où les femmes et hommes au pouvoir, en Haïti, peinent à payer les employés de l'État, ils ont les possibilités de disposer d'un budget autofinancé d'une taille de « USD 75 millions \$ ». C'est, en tout cas, les révélations qui ont été faites par le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé. +

Des millions disponibles, au travail !

Si le peuple haïtien et tous les autres citoyens, quels qu'ils soient, sauf ceux qui dirigent le pays, redoutent de s'aventurer dans les rues de Port-au-Prince et de ses communes, ainsi que celles d'autres villes de l'Artibonite, et depuis peu, de Seau-d'Eau et de Mirebalais, dans le département du Centre, au point d'hésiter à quitter leurs foyers, à Villa d'Accueil, les occupants ne pen-

sent pas qu'il y a matière à faire preuve de tant de prudence. Voilà pourquoi ils tiennent mordicus à



ingénieur St. Gardien Jecrois, les données électORAles présentes ne s'accordent pas avec les données.

aller aux élections.

Mais qu'on ne se laisse pas prendre d'une sécurité mal placée, surtout quand elle est évoquée par ceux-là même qui sont à l'origine de son existence. Car ils en font la proclamation pour d'autres raisons que celles qu'ils avancent. Des millions disponibles, au travail ! Il faut s'organiser pour faire cet argent ! « Nèg pa fè bak devan grinbak ».

En effet, le scénario du référendum suivi d'élections se présente comme suit.

Un budget électoral gonflé

Dans le cadre de notre enquête sur la tenue des élections, en Haïti, il nous été conseillé de demander une interview à un expert électoral. Il s'appelle Alex St. Gardien Jecrois. Basé à Washington, il a participé au déroulement des élections en Haïti, dont les dernières en date remontent à l'année 2010-2011. Tout au cours de l'année, il n'arrête pas de recueillir les données pertinentes sur tout ce qui a rapport avec l'élaboration des scrutins et des référendums.

En effet, M. Jecrois affirme qu'il a de graves problèmes avec les données diffusées par l'Office national d'identité (ONI) relatives au nombre d'électeurs disponibles, 6 millions 800 personnes. Après vérification, il a vérifié que l'interrogation des banques données a fait état d'une surévaluation de l'ordre de 800 personnes, que les responsables ont imputé à des fautes liées au duplication, promettant de rectifier ces erreurs. Selon lui, le suivi permanent des activités sur le terrain a permis de constater que bien qu'annoncées, ces corrections n'ont jamais été apportées. Jusqu'ici, la balle reste dans le

camp de l'ONI, qui ne paraît pas trop entichée à satisfaire à ces exigences.

Dans la conversation avec Alex St. Gardien Jecrois, il dit relever une autre préoccupation, également grave. Il s'agit de la récente annonce selon laquelle les institutions électORAles haïtiennes ont fait l'acquisition de 15 000 laptops, en vue de mener les opérations électORAles.

Selon mon interlocuteur, ces ordinateurs n'existent pas. Il ne croit pas que les présentes autorités électORAles aient effectué une telle dépense. Aussi explique-t-il en ces termes. Selon lui, les machines utilisées dans ce type de travail coûtent USD 750 \$. Les 15 000, dont le Premier ministre prétend avoir fait l'acquisition de vrait s'acheter, à USD 750 \$ l'unité, soit un total de USD 11 millions 250 000 \$.

L'ingénieur Jecrois attire l'attention également sur le coût de la tenue du référendum tel qu'exprimé selon les calculs annoncés par le chef du gouvernement, qui retient la somme de USD 75 millions \$, qu'il dit disponibles pour les opérations électORAles.

Basé sur le financement antérieures, M. Jecrois pense que le coût estimé par M. Fils-Aimé s'élève à 300 % plus cher que le montant qu'il a calculé, tenant compte des ajustements d'usage, y compris ceux liés à l'inflation.

Selon lui, basant son calcul sur le coût par électeur, soit USD 4,50, les deux opérations coûteront USD 22,05 millions.

L'engagement d'Erik Prince, ancien chef de Blackwater, pour mater définitivement les gangs armés, pourrait avoir un lien avec la tenue des élections, à la date convenue par l'équipe au pouvoir, et réitérée par le Premier ministre Fils-Aimé, en tout cas, par le geste, ayant annoncé les dispositions électORAles mises en route pour lancer les opérations.

Il est absolument certain que, avant d'aller encore plus loin, dans ses démarches électORAles, dans une logique bien différente de la communauté internationale, l'équipe administrative intérimaire haïtienne harmonise sa stratégie électORale avec celle de la communauté internationale, qui semble avoir changé de fusil d'épaule, par rapport à l'équipe gouvernementale, dont elle semble rejeter la gouvernance.

L.J.



FOOTBALL FÉMININ HAÏTIEN

Saison brillante, exceptionnelle des Haïtiennes en France

Par Jacques Brave

Pendant que le football féminin est mourant dans notre pays sans un (1) seul match officiel même amical, voire un championnat ré gulier depuis 2020, donc depuis six (6) saisons sportives pleines ; il n'existe pas de pareil précédent dans la déjà très longue histoire de notre pays ! Inadmissible !

L'olympique lyonnais, (l'ÔL) a gagné, pour la deuxième saison consécutive, le championnat de D1 Arkema France 2024/2025, après avoir remporté la demi-finale sur le score, sans appel, 4-1, et la finale devant le PSG. Résul tats, il est vrai, attendus, car le Lyon, depuis longtemps, est l'éter nel, l'inamovible champion de France. La vedette, notre Étoile, encore Espoir, à bientôt 22 ans, réalise peut être sa meilleure saison en Europe et continue de monter en puissance. Elle a donc retrouvé son plein rythme, après presque deux saisons sans jouer en Haïti, en 2020 et 2021 ! Après la crise déclenchée par les de « *de facto* », qui ont pris en otage et pa ralisé totalement le football haïtien, a stoppé ses activités à tous les niveaux ! Et prétextant l'insécurité, alors que l'Ukraine, la Rus sie « *chaque jour sous les drones et les bombes* », jouent leurs saisons régulières !

Melchie retrouve, petit à petit donc le rythme qu'elle avait un peu perdu en étant longtemps bles sée, après son stage réussi à Lyon, fin 2018, vivant un cauchemar avec des blessures, au point que la Fédération haïtienne de football (FHF) avait dû l'envoyer, en 2019, pour un long et très spécialisé traitement en France pour lequel la FHF, pour être soignée dans une clinique de haut niveau, spécialisée en France, plus précisément à Bastia, en Corse, pour plusieurs semaines, voyage heureusement rendu possible, grâce au support des Familles Philippe Vorbe et Dr Kiss Jean Mary, en 2019. Les deux spécialistes français, Mme Alicia et son père, soigneurs bénévoles des jeunes de Camp Nous ayant dû, même après, voyager jusqu'en Haïti pour réévaluer Corventina et profiter du séjour pour soigner beaucoup d'autres jeunes espoirs de football haïtien. Après tant d'incertitude et de souffrance Corven tina récolte la récompense, le fruit de ses sacrifices, de sa persévérance et, aujourd'hui, grâce à son courage, et malgré la fermeture totale, sans raison, de « *Camp Nous* » elle et sa coéquipière, Phiseline Michel, avaient continué à bosser très dur dans les installations vides supportées par le coach Fiorda Charles, suivie aussi quasi quotidiennement par le réputé traumatologue sportif, lui aussi ancien sportif de très haut niveau, Dr Bernard Nau. La voilà, en pleine ascension vers les sommets du football mondial. La première fois qu'un « *Haïtien flirte avec les plus hauts sommets du football mondial* » !

Vers des sommets si la

FHF l'accompagne

Et cela ne fait que commencer, à bientôt 22 ans, car avec l'encadrement médical et technique, dont elle bénéficie à Lyon, Corven va continuer et aurait même été plus avancée encore dans sa carrière longtemps déjà avec davantage encore plus de titres et de distinctions, si les corrompus haïtiens n'avaient pas méchamment utilisé sa photo, donc terni, abîmé pro visoirement son image et sa photographie pour donner un certain poids et forger une crédibilité à leurs mensonges scandaleux d'existence d'abus sexuels dans le football féminin, en Haïti. Heu reusement la Justice de plusieurs pays et l'intéressée elle-même, la semaine dernière encore, dans la revue française à grands tirages « *So Foot* » a démenti avec force ces montages éhontés. Sur ce point, d'ailleurs, le pays devra, un jour, remercier Mikaben et Izolan, les deux grands artistes, qui avaient encadré Melchie, dont le moral était au plus bas, à l'épo que, pour elle et les autres jeunes de Camp Nous qui, effondrés, traumatisés par ce montage criminel.

Les Lionnes championnes de France

Avec son nouveau contrat, désormais expirant en 2029, qui la rassure sur son avenir, les perspectives claires, et Haïti aura une partition à jouer les énormes avec deux Coupes du monde en perspective, celle de 2027, au Brésil, la terre qui



Corventina, championne de France, elles sont toutes sur le podium soulevant cette victoire.

a fait la popularité du football et où vit désormais une grosse colonie haïtienne, puis le Mondial 2031, avec, désormais, 48 équipes, espérant que, d'ici-là, la FIFA laissera les Clubs haïtiens élire de vrais dirigeants de football à la tête de leur Fédération et mettre de côté la Fillette Lalo qui a détruit le beau jeu en Haïti, pour l'offrir à ses associés « *bandits, barons criminels* » et qu'Haïti puisse relancer son grand savoir-faire en football en général et en football féminin qu'elle maîtrise si bien !

Des footballeuses haïtiennes font le bonheur de grands clubs français

Cette saison française 2024/2025, qui se termine cette semaine, confir-

me la qualité et l'excellence du travail de développement du football féminin, qui a été réalisé chez nous, en Haïti, puisque, dans l'effectif de deux clubs célèbres dans le monde retrouve l'Olympique de Marseille, le fameux OM, du Stade Velodrome, on retrouve quatre licenciées haïtiennes, dont Tabita. **Tabita Joseph**, 22 ans, née à Croix des Missions, formée de 2014 à



Batcheba Louis décorée.

2021 à Camp Nous, ex-AS Tigresses ; à l'aise à tous les postes de la défense et du milieu ; grande, athlétique, élégante, con voitée un moment par l'Athletico de Madrid ! **Dalina Florsie Joseph**, 22 ans, née à Pignon. Formée à Camp Nous ; une saison au DB de Pétion-Ville ; attaquante de poche de grand talent. Timide, mais quel talent et quelle élégance !

3) **MaudelineMauriyil**, 22 ans, née à Léogâne, un roc solide à souhait, formée à Camp Nous, ancienne de Anacaona ; défenseuse centrale ou milieue récupératrice ; un avenir en or. Avec Tabita, une polyvalente de classe !

Chelsea Domond, 26 ans, formée aux USA Stanford, aux USA, la révélation des deux ré cents matches contre le Chili ! Ceux, qui connaissent le niveau élevé de la formation de football, en France, peuvent encore apprécier, pour le football, le gros ac quis que d'avoir trois Haïtiennes nées et formées et une quatrième, toutes de la Sélection d'Haïti, dans un club d'envergure et de la réputation du célèbre Marseille, le légendaire OM ! cela donne une idée du très haut niveau de travail qui se faisait à Camp Nous, dans le football haïtien. Tabita Joseph était aussi une des filles dont le nom a été utilisé, nommément sur les réseaux sociaux, dans le complot du football. Un Tweet disait que ses parents avaient reçu plus de USD 150 000 \$ et cinq visas US pour cacher le soi-disant viol sur la jeune perle de défenseuse ! Selon ce qui se répète, cette histoire a nécessité plus de huit mois d'enquête. Traumatisée, Tabita, fa tiguée par les interrogatoires ré pétés quasi quotidiens, du juge de la Croix des Bouquets et des enquêteurs de la Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ), a été très affectée, elle et ses deux autres sœurs aînées, également jeunes joueuses en formation, pendant des années à Camp

Nous, et qui, dommage, n'ont pas eu leur chance en Europe, sera convoitée, un moment, par Valence, et Carine Joseph.

C'est dire combien cet épisode malheureux, qui a duré plus d'une année, a dû profondément traumatiser ces jeunes.

La voilà au sommet de sa carrière et une belle avancée, si elle a le support de sa Fédération, dans ce un club d'élite en France ! Et pas n'importe lequel, l'illustre et légendaire OM !

Racing Club de Leans au sommet avec trois Haïtiennes !

En parcourant la liste des joueuses de l'autre promu, on se réjouit que trois joueuses haïtiennes ont également contribué à l'ascension à la première division du Racing Club de Leans, autre club légendaire et historique du football français. Mieux, au Stade Bolaerts et fief du club jaune et rouge.

1-**Jennifer Limage**, 27 ans de la première promotion de Camp Nous. Née à Pétion-Ville, défenseuse centrale au placement impeccable et au jeu sobre ; elle a été initiée à l'Athletic Club de Robert Duval, sous la direction du coach Rony, avant d'être formée à Camp Nous et de jouer aux Tigres où elle formait une paire de défenseuses brillantes avec la Liancourtoise Soveline Beau brun ; elle est revenue au sommet, après



Dayana Pierre-Louis, vedette du Racing Club de Leans.

une intervention majeure au genou.

2- **Dayana Pierre-Louis**, l'autre Haïtienne du R.C. Lens, est tout juste âgée de 22 ans ; elle est Capoise et a été licenciée aux Tigresses. Milieue de terrain longiligne, débordant de vitalité, avec une technique impeccable, elle rayonne au milieu où elle permet à son équipe d'avoir une précieuse possession de balle. « *Ti Bébé* », comme on la surnomme familièrement, a eu le malheur de perdre sa mère, lors de l'explosion d'un camion-citerne d'essence, au Cap-Haïtien, il y a deux ans, revient à son meilleur niveau, après avoir dû retourner au Cap, après la fermeture de Camp Nous.

Dayana Pierre-Louis, Racing Club de Leans en D1

3- La plus connue des Haïtiennes de

LENS, est une célébrité dans le football féminin haïtien, la Léo gânaise Sherly Jeudy, elle aussi de la première promotion de Camp Nous, qui a aussi porté les couleurs de Anacaona de Léogâne, le club cher à Dodophe Damour, son président, et Jean Yves Labaze.

Sherly est une « *globe trotteuse* » du football féminin haïtien, ayant joué, d'abord en France, à Issy, puis au Chili, à « *Santiago Morning* », club avec lequel elle a été championne nationale. Puis, elle est retournée en France à R C Lens ; une perle, balle aux pieds et spécialiste de coups francs, exerce dans lequel elle avait réussi une perle de tir pour aider à battre le Mexique, à domicile, pour la première fois en éliminatoire de Coupe du monde Australie-2023.

Deux Haïtiennes au classement des butteuses de D1 France

Dommage, depuis 2021, soit quatre ans, la pépinière, la fournisseuse de tant de bonnes joueuses ayant permis à Haïti de sauver la vie de plusieurs jeunes filles, est détruite et fermée. Ce qui est encore plus grave, tous les établissements, qui se formaient des sportifs du football, dans toutes les provinces d'Haïti, ont été fermés et les jeunes, garçons et filles (plus de 20 000) oubliés ! Camp Nous, qui avait porté les dirigeants à ouvrir 87 académies de petits et petites, de 6-12 ans, dans toutes les villes de province, pour avoir des équipes féminines dans chaque ville et pour placer dans le monde entier de jeunes joueuses ; TOUT EST FINI. Donc, depuis la vague de 2021, il y a quatre ans, plus aucune joueuse haïtienne n'a été transférée ; pire encore, la plupart des pousses de Camp Nous, exilées aux USA, après avoir été chassées aux USA, ont bien trouvé des offres, mais pour jouer à l'échelle professionnel, aux États-Unis, il faut être légal. Ce qui n'est pas facile pour ces enfants pauvres, dans ce pays, ou partout il faut payer pour jouer au football !

Batcheba Louis décorée

La saison a été un succès pour nos Haïtiennes. Batcheba vient de boucler plusieurs saisons en France. Partie, il y a sept ans, pour Issy Moulineaux, Batcheba Louis vient de terminer sa saison à une place d'honneur. Au classement général, le Club a frôlé la qualification européenne et notre Capoise, l'ex-avant-centre et butteuse des Tigresses d'Haïti, figure au tableau d'honneur, à la huitième place ! Honneur encore, qui témoigne de l'impact et du rôle majeur et de la valeur de la formation, à l'haïtienne, de très haut niveau en football féminin.

Autre témoignage de cette formation d'excellence à l'haïtienne : Batcheba, qui évolue en France, vient d'être honorée par son Club, pour avoir disputé la bagatelle de 100 matches en D1.

J.B.

ÉDITORIAL



La machine réellement lancée contre la corruption ne doit épargner personne !

Il semble que le moment soit propice pour lancer la machine contre la corruption. Alors que les différentes instances créées pour combattre, sinon brider, l'évolution de ce crime qui, depuis les temps immémoriaux, noyautait l'administration publique haïtienne, celles-ci ne sont jamais parvenues à référer un seul des milliers de violeurs de la loi à la Justice. Pourtant, Haïti a été allégé de USD 4,2 millions \$ mal dépensés collectivement, extraits du Fonds PetroCaribe, en sus de centaines d'autres millions détournés individuellement de la caisse publique. De tous les hauts fonctionnaires sur lesquels ont été dirigés l'index accusateur, même quand leurs dossiers étaient acheminés au Parquet, pour les suites que de droit, ceux-ci ont fini par atterrir aux calendres grecques.

Dans le contexte présent, où le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé donne l'impression qu'il se met en communauté d'idées avec Hans Jacques Ludwig Joseph, directeur général de l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC), il faut se montrer rigoureux dans le jugement de cette campagne. Au moment où ce dernier a lancé des actions contre plusieurs hauts fonctionnaires, sous l'accusation de corruption, M. Fils-Aimé, de son côté, mobilise les responsables des institutions, dont la responsabilité consiste à documenter les preuves permettant le lancement de poursuites judiciaires contre de tels accusés. Reste à voir si les résultats escomptés de cette double initiative seront au rendez-vous.

En effet, la semaine dernière, Hans Joseph, après enquête, avait annoncé le renvoi par-devant l'instance judiciaire d'une série de hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales, plus précisément le Service d'Immigration et d'Émigration, notamment le directeur général et quatre autres fonctionnaires de cette institution. L'ULCC attire également l'attention sur l'extraterritorial de ce même département, Liszt Quitel. D'autres hauts fonctionnaires de l'État ont été aussi dénoncés pour corruption, à l'institution dirigée par Hans Joseph, de mandant des enquêtes sur leur gestion. Au paravant, l'ULCC avait été saisie du dossier de la directrice de l'Office national d'assurance vieillesse (ONA) ainsi que le comptable en chef de celui-ci. Sans compter d'autres fonctionnaires accusés, dont les cas attendent leur tour d'être pris en charge par M. Joseph et son équipe.

Au rythme des dénonciations de journalistes fouineurs, qui ne chôment jamais, il faut prévoir que l'ULCC aura du pain sur la planche, dans les jours qui viennent. Puisque, œuvrant dans l'opacité absolue, l'équipe présentement au pouvoir, qui croit n'avoir de compte à rendre au peuple haïtien, les conjectures sont à l'ordre du jour, par rapport à ce que concoctent Alix Didier Fils-Aimé avec Hans Joseph, dans ce qu'ils qualifient de « lutte » contre la corruption. Dans un pays où ce crime bat son plein, et où les dirigeants eux-mêmes y patouillent, comment expliquer la double initiative lancée par le Premier ministre et le directeur général de l'ULCC, si elle ne s'inspire, tout au moins, d'une chiquenaude exogène ? Voilà pourquoi il faut bien interroger les décisions des acteurs se transformant en actions, pour se faire une juste idée de leurs vraies intentions. Car on ne doit pas se faire d'illusions, par rapport aux promesses des autorités haïtiennes, de Jovenel Moïse à l'Exécutif multicéphale. C'est pourquoi, il faut prendre, avec un grain de sel, les annonces et les promesses faites par le CPT ou/et le gouvernement, quel que con vaincant qu'elles puissent paraître. Car ils savent bien qu'ils n'ont ni les moyens, encore moins la volonté ou les compétences de passer de la parole aux actes.

Mais, avant d'applaudir l'initiative globale contre la corruption qu'ont annoncée, séparé-

ment, Alix Didier Fils-Aimé et Hans Joseph, il faut s'arrêter sur l'arsenal dont ils disposent pour mener à bien cette lutte et l'environnement dans lequel il sera, possible ou non, de les appliquer pleinement. Un tel exercice s'avère d'une importance capitale, vu que, en dépit de l'existence d'une série d'organisations ayant la vocation de combattre ce crime, personne n'a été condamné, au cours des quarante dernières années. Pour tant, Haïti, huitième des dix pays les plus corrompus de la planète, selon l'échelle 2023 de l'organisation internationale « Statista », a créé des centaines de millionnaires, aux dépens de la caisse publique, depuis la chute de la dynastie Duvalier.

Si les dirigeants compétents se font avarer d'informations directes et utiles au pays, par rapport à leurs vraies initiatives anti-corruption, il semble que, d'ores et déjà, Fils-Aimé et Joseph s'embarquent dans une collaboration à tout casser avec la communauté internationale, dont eux seuls connaissent la nature et les contours. Leurs activités, annoncées, au cours des deux dernières semaines semblent le prouver.

En effet, Hans Joseph a, dans un premier temps, annoncé la tenue d'une rencontre « stratégique » avec Darin Jones, directeur général de l'Interpol, qui est aussi membre du « Réseau Globe », institution internationale de coopération contre la corruption. M. Joseph a souligné, sur son compte X, que cette réunion ouvre la voie à un immense progrès dans la lutte « contre la corruption et l'impunité en Haïti ». Dans un second temps, il a eu une double séance de travail, le jeudi 29 mai, qui s'est tenue avec l'ambassadeur du Canada en Haïti, André François Giroux, et la directrice régionale de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Sylvie Bertrand. Selon le directeur général de l'ULCC, de cette rencontre est né un partenariat dont l'objectif consiste à promouvoir « la bonne gouvernance et la transparence », en Haïti. Grâce à cette rencontre, l'ULCC bénéficie, dit-il, du gouvernement canadien, d'un « appui logistique substantiel, dans le cadre d'un projet anti-corruption piloté par l'ONUDC ».

Pour sa part, le chef du gouvernement a annoncé, le 23 mai 2025, à Pétienville, sa propre initiative, par le biais de l'organisation « Ensemble contre la corruption » (ECC), qu'il dit être soutenue par le « Programme des Nations Unies pour le Développement ».

Selon Fils-Aimé, ce projet est une initiative de l'organisation *Ensemble contre la Corruption* (ECC), soutenue par le « Programme des Nations Unies pour le Développement » (PNUD). Parallèlement aux démarches de M. Joseph, il dit associer d'autres « institutions clés » à ce projet, telles que l'ULCC, la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSCCA), l'Unité centrale de référence financière (UCREF), le Conseil supérieur de la Police judiciaire (CSPJ), la Commission nationale des marchés publics (CNMP), y compris des acteurs de la société civile.

Alix Didier Fils-Aimé a souligné, à ce sujet : « La corruption n'est pas une simple dérive administrative. Elle constitue une menace directe contre le développement, la justice sociale et la souveraineté nationale ».

Une autre institution clé dédiée à la lutte contre la corruption, et dont Alix Didier Fils-Aimé ne mentionne pas dans sa campagne, la Commission nationale de lutte contre la drogue (CONALD), ne voulant être en reste dans cette campagne anti-corruption, a jugé opportun d'y ajouter son effort. Aussi son coordonnateur, Karl Henry Périclès, a-t-il célébré le vingt-troisième anniversaire de sa création, le 31 mai, à la « Salle Acajou » de l'Hôtel Caribe, à Port-au-Prince.

Dans son allocution de circonstance, M. Périclès a salué tous ceux, chefs d'État, Premier ministres, présidents de la Commission et d'autres, qui ont contribué au rayonnement de la CONALD, sans négliger de féliciter l'œuvre de ses prédécesseurs, depuis sa création, le 31 mai 2002.

Karl Périclès rappelle la mission de la CONALD consistant à coordonner ses stratégies de « répression », de « traitement », de « prévention » et de « réinsertion », dans la lutte contre ce phénomène, dans toutes ses dimensions. En ce sens, il a souligné : « La lutte contre la drogue n'est pas seulement une bataille contre une substance, mais un combat pour la dignité humaine. Elle concerne aussi les jeunes, les familles et l'avenir de notre nation ».

Prenant également la parole, à son tour, le major retraité David Basile, ancien coordonnateur de la CONALD, a rappelé les conditions dans lesquelles a été créée cette commission, soulignant l'importance de maintenir cette institution fonctionnelle, dans toutes ses dimensions.

La participation de la communauté internationale, à la lutte contre la corruption, en Haïti, ce précise de plus en plus, car celle-ci confirme sa présence dans les rencontres des autorités haïtiennes évoluant dans ce domaine. Aussi la cheffe du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), Marie Isabel Salvador, était-elle aussi présente, à cette réunion. Mme Salvador a rendu hommage à la mission de la CONALD, précisant que le trafic de drogue florisse en profitant des lacunes administratives, notamment en contournant les garde-fous fiscaux et réglementaires installés.

Dans son intervention, à cette même occasion, Marie Isabel Salvador a souligné : « Ensemble, nous pouvons bâtir une Haïti plus juste ».

Ces faits pris en compte, il semble que, quelque part, à l'intérieur de l'équipe gouvernementale, une stratégie de lutte contre le crime de la corruption est mise en place, avec l'appui agissant de la communauté internationale. Il faut maintenant se poser la question de savoir si la collaboration nécessaire à la réussite totale de la lutte contre la corruption répond aux exigences de l'action.

Il faut signaler que l'état des lieux, par rapport à l'action anti-corruption, en Haïti, ne rassure guère, en ce qui concerne le nettoyage des écuries d'Augias, dans ce domaine. Car aucune des organisations de lutte contre la corruption, qui sont pléthores dans notre pays, n'a jamais mis l'action publique réellement en mouvement contre les corrupteurs opérant au plus haut niveau de l'administration publique.

En effet, deux chefs d'État, dont les noms ont été associés au trafic de drogue, n'ont pas été traînés devant la Justice. C'est, d'abord, le cas de Jean-Bertrand Aristide. Dénoncé par Jacques Beaudouin Kétan, peut-être le plus grand trafiquant de stupéfiants haïtien de tous les temps, par-devant le Tribunal fédéral, à Miami, dans le cadre de son procès pour trafic de drogue, M. Aristide comme étant « le parain de la drogue en Haïti », ce dernier n'a jamais été inquiété, par le système judiciaire haïtien. C'est aussi, à peu près, le même cas pour Michel Joseph Martelly, surnommé Sweet Micky, le chanteur du compas. Largement connu, à la fois, pour distributeur et consommateur, au point qu'il s'était fait passer pour trafiquant de drogue « patenté », il a été arrêté par Mario André Sol, alors militant au sein de la Police nationale d'Haïti (PNH). Mais cette affaire a fini en queue de poisson. Trié sur le volet pour le succéder, Jovenel Moïse fut choisi comme candidat officiel à la présidence de Michel Martelly.

Opérant comme trafiquant de stupéfiants, au sein du trio Michel Martelly, Evinox Daniel

et lui-même, Jovenel Moïse participait aux élections alors qu'il se trouvait sous le coup d'une inculpation pour blanchiment d'argent, découlant d'une accusation de l'Unité centrale de référence fiscale (UCREF). À l'instar de Martelly, le résultat controversé de ce scrutin prononcé en sa faveur, par l'intervention étrangère a été largement contesté. Dans un pays où la présidence vassalise le système judiciaire, son dossier a été tout bonnement classé.

Maintenant, sous le régime d'un système présidentiel multicéphale, où les cas de corruption sont à profusion, les institutions de lutte contre ce crime se trouvent en butte à des défis immenses. D'ailleurs l'ULCC, sous la direction de Hans Jacques Ludwig Joseph, a eu son baptême de feu avec le Conseil présidentiel intérimaire (CPT) introduit illégalement dans le système politique haïtien par la CARICOM, sous la baguette magique du Département d'État américain.

En effet, quelques semaines après leur entrée en fonction, trois des neuf membres du CPT ont été pris, la main dans le sac, sollicitant un pot de vin de 100 millions de gourdes de Raoul Pierre-Louis, l'ex-président du Conseil d'administration de la Banque nationale de crédit (BNC), une institution nationale. Dénoncés par ce dernier à l'ULCC, Hans Joseph et son équipe ont mené une enquête approfondie sur ces actes de corruption. Trouvant les accusations contre eux crédibles, Louis Gérald Gilles, Emmanuel Vertilaire et Smith Augustin ont été déferés au Parquet de Port-au-Prince, par l'ULCC, pour les suites judiciaires. Mais plus d'un an après l'acte de l'ULCC à leur encontre, les trois membres accusés du CPT continuent de siéger comme conseillers présidentiels.

Tout au long de l'année, soit au cours de treize derniers mois, des alertes relatives à des actes de corruption ont été lancées à l'encontre des trois corrupteurs et d'autres conseillers présidentiels, y compris d'autres, encore plus récentes, concernant les neuf membres de cette structure. Il s'agit de dénonciations de salaires et de bénéfices qu'ils se seraient octroyés, totalement en désaccord avec les standards établis pour le président de la République. Les alertes concernant des actes de corruption attribués aux conseillers présidentiels éclatent quasiment au quotidien, le dernier en date fait état de ce même Emmanuel Vertilaire faisant l'acquisition d'une paire de résidences luxueuses, lors d'un séjour aux États-Unis.

Bien que le CPT ne soit pas une entité élue, mais plutôt mise en place, dans le cadre d'un compromis réalisé, au bout des négociations inter-haïtiennes avec la communauté internationale, ses membres se croient autorisés à s'octroyer des privilèges administratifs et salariales injustifiables, se considérant comme étant des chefs d'État individuels. Dans de telles conditions, si Hans Ludwig Joseph entend vraiment lutter contre la corruption, la campagne contre ce crime doit se donner les moyens d'appliquer la justice contre tous, ceux sanctionnés, après leurs procès, par les gouvernements et les organisations internationales. Mais sans négliger les demandeurs de pots de vin, à tous les niveaux, de l'administration publique. En ce sens, la machine anti-corruption mise en branle n'épargnera personne !

HAÏTI OBSERVATEUR

Pub. No 5927
Bâtiment N° 1
Y 11435-6235101 (718) 812

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

NOM : _____

PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CITY : _____

COÛT : _____

DATE : _____

Signature : _____

EDITORIAL



The machine really launched against corruption must spare no one!

It seems that the time is right to launch the machine against corruption. While the various bodies set up to combat, if not curb, the development of this crime, which has plagued Haiti's public administration since time immemorial, have never managed to bring a single one of the thousands of lawbreakers to justice. Yet Haiti has been relieved of USD 4.2 million\$ misspent collectively, taken from the Petro Caribe Fund, in addition to hundreds of millions more embezzled individually from the public purse. Of all the high-ranking civil servants on whom the accusing index finger was pointed, even when their files were forwarded to the Public Prosecutor's Office for legal action, they ended up on the Greek calendar.

In the present context, where Prime Minister Alix Didier Fils-Aimé gives the impression that he is in bed with Hans Jacques Ludwig Joseph, Director General of the Unité de lutte contre la corruption (ULCC), we must be rigorous in our judgement of this campaign. At a time when the latter has launched actions against several high-ranking officials, on corruption charges, Mr Fils-Aimé, for his part, is mobilizing the heads of institutions, whose responsibility it is to document the evidence enabling the launch of legal proceedings against such accused persons. It remains to be seen whether this dual initiative will produce the desired results.

Last week, Hans Joseph announced the referral to the courts of a series of senior officials from the Ministry of the Interior and Territorial Collectivities, more specifically the Immigration and Emigration Service, including the Director General and four other officials from this institution. ULCC also draws attention to the former head of this department, Liszt Quitel. Other high-ranking state officials have also been denounced for corruption, to the institution headed by Hans Joseph, requesting investigations into their management. Previously, the ULCC had been seized of the case of the director of the Office national assurance vieillesse (ONA) and its chief accountant. In addition, there are other accused civil servants whose cases are awaiting the attention of Mr. Joseph and his team.

Given the pace of denunciations by nosy journalists, who never stop working, we can expect the ULCC to have its work cut out in the days ahead. Since the team currently in power, which believes it is not accountable to the Haitian people, is working in total opacity, conjecture is the order of the day as to what Alix Didier Fils-Aimé and Hans Joseph are concocting in what they describe as the "fight" against corruption. In a country where this crime is in full swing, and where the leaders themselves are floundering in it, how can we explain the double initiative launched by the Prime Minister and the Director General of ULCC, if it is not inspired, at the very least, by an exogenous flick of the wrist? That's why it's important to scrutinize the decisions of those involved, to get a fair idea of their true intentions. For we should have no illusions about the promises made by the Haitian authorities, from Jovenel Moïse to the multi-headed Executive. That's why we need to take with a grain of salt the announcements and promises made by the CPT and/or the government, however convincing they may seem. For they are well aware that they have neither the means, nor the will, nor the skills to turn words into deeds.

But before applauding the global anti-

corruption initiative announced separately by Alix Didier Fils-Aimé and Hans Joseph, we need to consider the arsenal they have at their disposal to carry out this fight, and the environment in which it may or may not be possible to apply them fully. Such an exercise is of the utmost importance, given that, despite the existence of a series of organizations dedicated to combating this crime, no one has been convicted in the last forty years. Yet Haiti, eighth of the ten most corrupt countries on the planet, according to the 2023 scale of the international organization "Statista", has created hundreds of millionaires, at the expense of the public purse, since the fall of the Duvalier dynasty.

If the competent leaders are being stingy with direct and useful information for the country, in relation to their real anti-corruption initiatives, it seems that, from now on, Fils-Aimé and Joseph are embarking on an all-out collaboration with the international community, the nature and contours of which only they know. The activities they have announced over the past two weeks seem to bear this out.

Indeed, Hans Joseph first announced a "strategic" meeting with Darrin Jones, Director General of Interpol, who is also a member of the "GlobE Network", an international institution for cooperation against corruption. Mr. Joseph emphasized on his X account that this meeting opens the way to immense progress in the fight "against corruption and impunity in Haiti". Secondly, he held a double working session on Thursday May 29 with the Canadian Ambassador to Haiti, André François Giroux, and the Regional Director of the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), Sylvie Bertrand. According to ULCC's Director General, this meeting gave rise to a partnership aimed at promoting "good governance and transparency" in Haiti. Thanks to this meeting, the ULCC benefits, he says, from "substantial logistical support from the Canadian government, as part of an anti-corruption project piloted by the UNODC".

For his part, on May 23, 2025, in Pétienville, the Head of Government announced his own initiative, through the organization "Ensemble contre la corruption" (ECC), which he says is supported by the "United Nations Development Program".

According to Fils-Aimé, this project is an initiative of the organization Ensemble contre la Corruption (ECC), supported by the United Nations Development Program (UNDP). Alongside Mr. Joseph's efforts, he says he is involving other "key institutions" in the project, such as the ULCC, the Superior Court of Auditors and Administrative Disputes (CSCCA), the Central Financial Reference Unit (UCREF), the Superior Council of the Judicial Police (CSPJ), the National Public Procurement Commission (CNMP), including civil society players.

In this respect, Alix Didier Fils-Aimé emphasized: "Corruption is not simply an administrative drift. It is a direct threat to development, social justice and national sovereignty".

Another key institution dedicated to the fight against corruption, not mentioned in Alix Didier Fils-Aimé's campaign, the Commission nationale de lutte contre la drogue (CONALD), did not want to be outdone in this anti-corruption campaign, and saw fit to add its effort. Its coordinator, Karl Henry Périclès, celebrated the 23rd anniversary of its creation on May 31 at the Salle Acajou in

the Hôtel Caribe, Port-au-Prince.

In his address, Mr. Périclès paid tribute to all those - Heads of State, Prime Ministers, Presidents of the Commissions and others - who have contributed to CONALD's influence, without neglecting to congratulate the work of his predecessors since its creation on May 31, 2002.

Karl Périclès recalls CONALD's mission to coordinate its strategies of "repression", "treatment", "prevention" and "reintegration", in the fight against this phenomenon, in all its dimensions. In this sense, he stressed: "The fight against drugs is not just a battle against a substance, but a fight for human dignity. It also concerns young people, families and the future of our nation".

Also taking his turn to speak, retired Major David Basile, former CONALD coordinator, recalled the conditions under which this commission was created, stressing the importance of keeping this institution functional, in all its dimensions.

The international community's involvement in the fight against corruption in Haiti is becoming increasingly clear, as it confirms its presence at meetings with Haitian authorities working in this field. The head of the United Nations Integrated Office in Haiti (BINUH), Marie Isabel Salvador, was also present at the meeting. Ms Salvador paid tribute to CONALD's mission, pointing out that drug trafficking flourishes by taking advantage of administrative loopholes, in particular by circumventing the fiscal and regulatory safeguards in place.

In her speech on the same occasion, Marie Isabel Salvador stressed: "Together, we can build a fairer Haiti".

With these facts in mind, it seems that somewhere, within the government team, a strategy to fight the crime of corruption is being put in place, with the acting support of the international community. The question now arises as to whether the collaboration required to ensure total success in the fight against corruption meets the requirements for action.

It should be pointed out that the state of anti-corruption action in Haiti is hardly reassuring when it comes to cleaning out the Augias' stables in this field. For none of the country's plethora of anti-corruption organizations has ever set public action in motion against the corrupters operating at the highest levels of public administration.

In fact, two heads of state whose names have been associated with drug trafficking have not been brought to justice. The first is Jean-Bertrand Aristide. Denounced by Jacques Beaudouin Kéant, perhaps the greatest Haitian drug trafficker of all time, before the Federal Court in Miami, in the context of his trial for drug trafficking, Mr. Aristide as "the godfather of drugs in Haiti", has never been bothered by the Haitian judicial system. It's much the same story for Joseph Michel Martelly, nicknamed Sweet Mickey, the Compas singer. Widely known both as a distributor and consumer, to the point where he passed himself off as a "patent" drug trafficker, he was arrested by Mario Andréol, then a militant within the Haitian National Police (PNH). But the affair ended in disaster. Hand-picked to succeed him, Jovenel Moïse was chosen as Michel Martelly's official presidential candidate.

Operating as a drug trafficker, as part of the Michel Martelly, Evinox Daniel and himself trio, Jovenel Moïse took part in the elections while under indictment for money laun-

dering, stemming from a charge by the Unité centrale de référence fiscale (UCREF). As in the case of Martelly, the controversial result of this election, which was pronounced in his favor thanks to foreign intervention, was widely contested. In a country where the presidency vassalizes the judicial system, his case was simply dismissed.

Now, under the regime of a multi-headed presidential system, where cases of corruption abound, the institutions fighting this crime face immense challenges. Indeed, the ULCC, under the leadership of Hans Jacques Ludwig Joseph, had its baptism by fire with the Interim Presidential Council (CPT) illegally introduced into the Haitian political system by CARICOM, under the magic wand of the US State Department.

A few weeks after taking office, three of the nine members of the DPT were caught red-handed soliciting a bribe of 100 million gourdes from Raoul Pierre-Louis, former Chairman of the Board of Directors of the Banque Nationale de Crédit (BNC), a national institution. Denounced by the latter to the ULCC, Hans Joseph and his team conducted an in-depth investigation into these acts of corruption. Finding the accusations against them credible, Louis Gérald Gilles, Emmanuel Vertilaire and Smith Augustin were referred to the Port-au-Prince Public Prosecutor's Office by the ULCC for further legal action. But more than a year since the ULCC's action against them, the three accused CPT members continue to sit as presidential advisors.

Throughout the year, i.e. over the last thirteen months, alerts concerning acts of corruption have been issued against the three corrupters and other presidential advisors, including others, even more recent, concerning the nine members of this structure. These include reports of the salaries and benefits they are alleged to have granted themselves, totally at odds with the standards set for the President of the Republic. Alerts concerning acts of corruption attributed to presidential advisors are almost a daily occurrence, the latest of which involves Emmanuel Vertilaire acquiring a pair of luxurious residences during a stay in the United States.

Although the CPT is not an elected body but was set up as part of a compromise reached at the end of inter-Haitian negotiations with the international community, its members believe they are entitled to grant themselves unjustifiable administrative and salary privileges, considering themselves to be individual heads of state. Under such conditions, if Hans Ludwig Joseph really intends to fight corruption, the campaign against this crime must provide itself with the means to apply justice against all those sanctioned, after their trials, by governments and international organizations. But without neglecting bribe-takers at all levels of public administration. In this sense, the anti-corruption machine set in motion will spare no one!

HAÏTI OBSERVATEUR		Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N.Y. 11435-6237 (718)	
SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUTIEN			
NOM _____ ADRESSE _____ PROFESION _____ TELEPHONE _____ EMAIL _____		DATE _____ PERIODE _____ PREMIER NUMERO _____ PREMIER NUMERO _____ PREMIER NUMERO _____	
PROFESION _____ TELEPHONE _____ EMAIL _____ PROFESION _____ TELEPHONE _____ EMAIL _____		PROFESION _____ TELEPHONE _____ EMAIL _____ PROFESION _____ TELEPHONE _____ EMAIL _____	
PROFESION _____ TELEPHONE _____ EMAIL _____ PROFESION _____ TELEPHONE _____ EMAIL _____		PROFESION _____ TELEPHONE _____ EMAIL _____ PROFESION _____ TELEPHONE _____ EMAIL _____	

JASMINE BEAUJUN

NURSE PRACTITIONER

**SPECIALIZING IN
PAIN MANAGEMENT**

SERVICES OFFERED

- MEDICATION MANAGEMENT
- EDUCATION & LIFESTYLE COUNSELING



**CALL US TODAY
TO MAKE AN
APPOINTMENT**

347-238-5269

WHY CHOOSE JASMINE?

- COMPASSIONATE, INDIVIDUALIZED CARE
- EVIDENCE-BASED PRACTICE
- 10+ YEARS OF NURSING EXPERIENCE

**YOUR PARTNER IN LONGTERM HEALTH AND
WELLNESS**